



Washington a-t-il attiré Erdogan dans un piège?

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2021

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Après avoir échoué à bloquer l'achat par la Turquie du système de défense aérienne russe avancé S-400, la diplomatie de Washington semble avoir réussi, ces derniers mois, à « retourner » le président turc Recep Tayyip Erdogan pour qu'il soutienne les intérêts américains dans plusieurs pays critiques, de la Libye à l'Arménie en passant par l'Ukraine et même l'Afghanistan. Alors que l'économie turque est au bord de la catastrophe avec la chute de la lire, il semble de plus en plus que les stratèges cyniques de Washington aient simplement attiré le rusé Erdogan dans un piège mortel.

Le président turc Erdogan a été qualifié de maître dans l'art de jouer de tous les côtés à son avantage, de caméléon politique qui a délaissé Washington et l'OTAN, dont la Turquie est un membre essentiel, pour la Russie et l'Iran, mais aussi la Chine.

En 2016, il a accusé la CIA d'être derrière une tentative de coup d'État visant à l'assassiner et à porter au pouvoir les réseaux de Fethullah Gülen en exil contrôlés par la CIA, Washington en ayant assez des changements d'allégeance d'Erdogan. Le coup d'État a échoué et on rapporte que des interceptions des services de renseignement russes ont été remises à Erdogan, ce qui lui aurait sauvé la vie. Après cela, les relations avec Moscou se sont nettement améliorées. En novembre 2015, la Russie avait imposé une sévère interdiction de voyage en Turquie des touristes russes et une interdiction des importations de produits alimentaires turcs en représailles à l'abattage d'un jet russe à l'intérieur du territoire syrien, un acte de guerre. Les sanctions russes ont profondément touché l'économie turque.

Erdogan a ensuite amorcé un virage vers Moscou. En 2017, la Turquie a ignoré les protestations répétées de Washington et de l'OTAN et a accepté d'acheter le système de missiles de défense aérienne russe S-400, réputé être le plus avancé au monde. Au même moment, la Russie a commencé la construction du premier des deux gazoducs de la mer Noire vers la Turquie, TurkStream en octobre 2016, éloignant encore plus Ankara et Washington.

La crise de la lire de 2018

En 2018, les relations entre Washington et Ankara étaient devenues tendues, pour ne pas dire plus. Les trois grandes agences de notation américaines, Fitch, Moody's et S&P, ont toutes dégradé la dette souveraine de la Turquie au statut de « junk » (pourrie), citant les récentes manœuvres politiques hostiles d'Erdogan. Il en a résulté une chute libre de la lire obligeant la Banque centrale à augmenter fortement les taux d'intérêt et à étrangler la croissance économique dans le processus. En août 2018, les États-Unis imposaient également des sanctions économiques à la Turquie, exigeant la libération d'Andrew Brunson

et d'autres citoyens américains accusés d'espionnage pour le compte de la tentative de coup d'État en 2016. Les exportations turques d'acier et d'aluminium ont été frappées par des droits de douane américains doublés alors que l'inflation augmentait. La promesse du Qatar, allié d'Erdogan et partisan des Frères musulmans, d'investir 15 milliards de dollars en Turquie a réussi à calmer la crise et une visite ultérieure d'Erdogan à Pékin a permis d'obtenir quelques milliards supplémentaires d'aide chinoise. Le ministre turc des Affaires étrangères a accusé des « puissances étrangères » d'être derrière la crise de la lire pour des raisons politiques.

Après avoir perdu avec fracas le bastion politique clé de la mairie d'Istanbul en 2019, Erdogan a clairement tenté d'améliorer son « utilité » auprès de l'Occident, en particulier auprès de Washington. Il doit faire face à des élections nationales majeures en 2023 et pourrait risquer de perdre son emprise si l'économie continue de chuter. Donald Trump et maintenant Joe Biden ont tous deux semblé accueillir favorablement l'aide turque, surtout lorsqu'elle nuisait aux intérêts russes. Ainsi, en 2019, lorsque la Turquie a prêté du matériel et un soutien militaire au gouvernement de Tripoli soutenu par Washington dans sa guerre contre les forces du général Haftar soutenues par la Russie, elle a évité l'effondrement du régime corrompu de Tripoli, avec l'approbation de l'OTAN. Indirectement, Erdogan s'est opposé à Poutine et à la Russie.

De même, en septembre 2020, lors du déclenchement du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Turquie a fourni des drones et des conseillers militaires essentiels à son allié musulman, l'Azerbaïdjan, contre l'Arménie, membre de l'Union économique eurasiatique de la Russie. Il s'agissait d'une autre frappe indirecte de la Turquie contre les intérêts stratégiques russes, et ce, tout près de chez elle.

En octobre 2020, à la suite d'importantes avancées militaires azéries dans le Haut-Karabakh, Erdogan a salué la « grande opération de l'Azerbaïdjan pour défendre ses propres territoires et libérer le Karabakh occupé », ajoutant que la Turquie soutient et continuera de soutenir « l'Azerbaïdjan ami et frère avec tous nos moyens et tout notre cœur ». Cela n'a pas semblé plaire à Poutine.

Les relations entre la Turquie et l'Arménie sont hostiles et remontent à la Première Guerre mondiale, lorsque la Turquie ottomane a été accusée d'avoir exterminé plus de 1,5 million d'Arméniens dans le cadre d'un nettoyage ethnique. Jusqu'à aujourd'hui, la Turquie rejette avec véhémence la responsabilité du génocide des Arméniens qui, après 1920, ont fait partie de l'Union soviétique jusqu'à sa dissolution en 1991.

Le 10 avril dernier, alors que la Maison-Blanche de Biden intensifiait la pression sur l'Ukraine pour qu'elle agisse militairement afin de reprendre la région séparatiste du Donbass ainsi que la Crimée, qui fait aujourd'hui partie de la Russie, Erdogan a invité le président ukrainien Volodymyr Zelensky en Turquie pour des discussions sur la coopération militaire. À Istanbul, après les pourparlers, Erdogan a annoncé que les deux présidents avaient signé un accord stratégique en 20 points comprenant le soutien turc aux demandes ukrainiennes de restitution du Donbass à Kiev ainsi que de la Crimée, base de la flotte russe de la mer Noire. Après le coup d'État soutenu par la CIA en Ukraine en mars 2014, les Criméens ont organisé un référendum au cours duquel les citoyens ont voté massivement pour rejoindre la Russie, ce qui n'a pas plu à l'OTAN, pour ne pas dire plus. En outre, Erdogan a annoncé le 10 avril que la Turquie soutenait la candidature de l'Ukraine à l'OTAN, une question explosive car elle constituerait une [menace stratégique](#) directe pour Moscou.

Déjà en janvier 2020, la Turquie et l'Ukraine ont signé d'importants accords commerciaux militaires, notamment un accord selon lequel l'Ukraine fournira à la Turquie pour 600 millions de dollars de moteurs de missiles de croisière. L'Ukraine fournira également à l'armée turque des moteurs pour ses drones qui échappent aux sanctions américaines contre la Turquie au sujet des S-400. Plus récemment, la Turquie a revendu ses drones de combat Bayraktar TB2 à l'armée ukrainienne qui prévoit de les utiliser contre les combattants du Donbass. En bref, Erdogan a fait beaucoup de choses pour [soutenir les actions américaines](#) contre la Russie ces derniers mois.

Mystère du génocide ?

Il est d'autant plus curieux que le président américain Biden soit devenu, le 25 avril, le premier président américain à s'en prendre à la Turquie, alliée de l'OTAN, et à l'accuser de génocide contre les Arméniens en 1915. Depuis que la Turquie a rejoint l'OTAN, le sujet du génocide arménien est tabou, comme Ankara l'a fait savoir à plusieurs reprises. Pourquoi, au moment même où Erdogan joue un rôle de soutien essentiel dans le programme anti-russe de l'administration américaine, Biden ou ses conseillers ont-ils jugé nécessaire d'accuser la Turquie ottomane d'un génocide contre les Arméniens qui a eu lieu il y a 106 ans ?

Compte tenu de la réémergence de la crise de la lire depuis qu'Erdogan a renvoyé le chef de la Banque centrale le mois dernier, le remplaçant par un allié du parti, la Turquie est devenue vulnérable encore plus qu'en 2018. À ce stade, il semble que Washington tienne le rusé Erdogan dans un piège. Si son nouveau chef de la Banque centrale entreprend maintenant de réduire les taux d'intérêt pour stimuler l'économie au milieu de la crise de la lire, des dizaines de milliards de fonds d'investissement occidentaux pourraient quitter la Turquie et plonger l'économie dans sa pire crise depuis 2018, probablement même pire, avant les élections nationales de 2023. Pendant des années, les entreprises turques se sont tournées vers les marchés de la dette en dollars, où les taux d'intérêt étaient bien plus bas que les taux turcs. La chute de la lire rend beaucoup plus coûteux le remboursement en dollars, d'autant plus que l'économie est frappée par la crise du Covid et que le tourisme a de nouveau été bloqué par Moscou jusqu'en juin, invoquant un risque covid mais clairement lié aux récentes manœuvres d'Erdogan en Ukraine.

Erdogan n'a pas perdu de temps pour réagir à l'affront. Des manifestations turques ont commencé devant la base aérienne stratégique de l'OTAN d'Incirlik et exigent le départ des troupes américaines.

Le 24 avril, un jour après que Washington ait informé Erdogan de son projet de déclaration sur le génocide arménien, Erdogan a lancé des actions militaires en Irak et en Syrie. L'armée turque a annoncé la reprise de son opération « Claw-Lightning », qui vise à « mettre complètement fin » à la menace terroriste à la frontière sud de la Turquie avec la Syrie. Cette opération implique des frappes aériennes sur les positions des forces kurdes du PKK que les États-Unis soutiennent contre Damas. La Turquie affirme que les Kurdes du PKK sont des terroristes qui menacent la Turquie. Dans le même temps, les forces turques ont fortifié leur position établie dans le Grand Idlib, où se trouvent désormais des milliers de soldats ainsi que des armes lourdes, notamment des chars de combat, des véhicules de combat d'infanterie, de l'artillerie, des lance-roquettes, des systèmes de surveillance, des brouilleurs et des systèmes de défense aérienne. Depuis 2018, la présence turque à Idlib était censée surveiller conjointement avec la Russie une [désescalade mutuelle](#) sur le territoire syrien.

Réparer les barrières arabes

Ce qui est plus surprenant, c'est la rapidité avec laquelle Erdogan a entrepris de réparer les barrières avec ses voisins arabes. Le 26 avril, Ibrahim Kalin, porte-parole d'Erdogan, a déclaré que la Turquie cherchait à rectifier ses relations avec l'Arabie Saoudite, où le commerce bilatéral a chuté de 98% depuis le boycott officiel par l'Arabie Saoudite des produits turcs en 2020, en raison de ce que les Saoudiens appellent des actes hostiles de la Turquie, une référence aux accusations provocatrices et très publiques d'Erdogan selon lesquelles les Saoudiens ont brutalement assassiné le journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul en octobre 2018, ainsi qu'au soutien turc au Qatar dans un contexte de boycott saoudien. Avant 2013, Riyad avait été un important bailleur de fonds d'Erdogan qui était alors un acteur clé de la guerre contre Assad en Syrie. Le nouveau régime de Washington s'est jusqu'à présent montré assez froid à l'égard de l'Arabie Saoudite, un grand changement par rapport à l'époque de Trump.

Dans le même temps, Ankara cherche à reconstruire les liens avec le président égyptien al-Sisi, qui sont tendus depuis que l'armée égyptienne a évincé Morsi et soutenu al-Sisi lors d'un contre-coup en 2013 au printemps arabe des Frères musulmans soutenu par les États-Unis. Si Erdogan parvient à regagner le soutien des États arabes du Golfe, dont l'Arabie Saoudite, le soutien militaire turc au Golfe pourrait bien modifier la géopolitique du Moyen-Orient au détriment de Washington. Au cours des deux dernières années, la Turquie s'est imposée comme une force militaire surprise majeure grâce au déploiement de ses drones Bayraktar TB2 éprouvés au combat et appartenant à la famille du gendre du président Recep Tayyip Erdogan, Selcuk Bayraktar. Ils ont été décisifs en Libye, dans le Nagorno-Karabakh et en Syrie.

La suite du règne turbulent de Recep Tayyip Erdogan est plus incertaine que jamais au cours de ses presque vingt ans de pouvoir, d'abord en tant que premier ministre et maintenant en tant que président. Les élections nationales étant prévues pour 2023, si l'économie continue de s'effondrer, les paris sont ouverts. La déclaration de « génocide » de Biden suggère que Washington pourrait tenter de le pousser à bout bien avant 2023. Toutefois, l'issue est loin d'être claire à ce stade, et dépend en grande partie de la capacité d'Erdogan à forcer de nouvelles alliances efficaces.

Article original en anglais :



[US-NATO Geopolitics: Has Washington Lured Erdogan into a Bear Trap?](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca